



COMMENT RELANCER LA LUTTE POUR LA LIBÉRATION DU TOGO EN 2022 : S'organiser sans Faure Gnassingbé et ses agents renifleurs

COMMUNIQUÉ DU 10 JANVIER 2022 ADRESSÉ AU PEUPLE TOGOLAIS

RESEAU DE LA COORDINATION DE LA DIASPORA TOGOLAISE INDEPENDANTE (RCDTI) ET
COLLECTIF POUR LA VÉRITÉ DES URNES - TOGO - DIASPORA (CVU-TOGO-DIASPORA)

Contact : info@cvu-togo-diaspora.org qui transmettra.

Le Réseau de la Coordination de la Diaspora togolaise indépendante et le Collectif pour la Vérité des Urnes Togo-Diaspora (RCDTI et CVU-TOGO-DIASPORA) formulent à tout le Peuple togolais, ceux de l'intérieur comme de l'extérieur, leurs vœux de 2022 pour une conscientisation accrue et un retour à une santé politique, économique, sociale, culturelle et spirituelle du Togo.

RCDTI et CVU-TOGO-DIASPORA lancent un appel à l'union pour une alternative politique, en précisant afin de lever toute ambiguïté, que la démarche choisie exclut systématiquement les agents dépendants et/ou travaillant pour le système Gnassingbé, en réel ou en mystique.

RCDTI et CVU-TOGO-DIASPORA invitent tous ceux qui œuvrent dans cette direction à faire des propositions écrites pour enrichir celles qui ont déjà été formulées publiquement et celles qui sont en cours d'élaboration par nos soins. En effet, le Peuple togolais aspire toujours à recouvrer sa liberté, son indépendance économique et à vivre sous un régime démocratique basé sur la vérité des urnes et la vérité des comptes publics. Malheureusement, les vrais amis du Peuple togolais qui aspirent à son indépendance et à la liberté de choisir ses dirigeants ne sont pas ceux auxquels on aurait pu penser.

1. LES AMIS DU PEUPLE TOGOLAIS NE SONT PAS CEUX QUE L'ON CROIT

Paradoxalement, la CEDEAO, l'Union africaine et l'Organisation internationale de la Francophonie qui en principe devraient être garants de l'intérêt général en toute impartialité, ont choisi de soutenir l'autocratie des Gnassingbé, en écho aux injonctions discrètes de certains pays occidentaux, ce au nom d'une stabilité politique obtenue aux forceps, mais qui ne règle pas pour autant le problème de fond du rejet massif de la dictature par la majorité du peuple.

Les principaux partis politiques d'opposition togolaise, incapables de proposer une charte fondée sur les valeurs, un projet de société et une proposition pour une transition apaisée, ont finalement démontré que les échecs récurrents de leur « leadership » dans le combat pour la libération du Togo ne peuvent se limiter uniquement à des luttes de façade ou à des compromissions avec le système Gnassingbé.

L'absence de patriotisme et le faible sentiment d'appartenir à une nation respectant la diversité de ses composantes posent un vrai problème. Ils nuisent à la révélation des personnes compétentes et charismatiques pour définir la voie d'une alternative politique crédible et organiser la lutte qui permettrait au Peuple togolais d'adhérer à une alternative politique commune. Ce qui est de plus en plus mal vécu par le peuple est que ce jeu du pouvoir-opposition sans alternance dure depuis plusieurs décennies, et fait reculer l'imaginaire de la perspective d'une voie démocratique.



Comme le dit un dicton togolais populaire, « *lorsque vous posez un caméléon sur un tissu bariolé pour l'attraper, ce dernier rit aux larmes* ». En vérité, un deuxième dicton complète le premier à savoir : « *lorsqu'un caméléon est au pouvoir, tout ce qui l'entoure change de couleur* ».

Autrement dit, comme avant lui son père Etienne Eyadema Gnassingbé, Faure Gnassingbé, au même titre que certains partis d'opposition conventionnelle agissent comme des « caméléons » vis-à-vis du Peuple togolais. En effet, ils ont, ensemble au fil du temps, plongé le Peuple togolais dans une impasse démocratique que la CEDEAO est venue avaliser, malgré l'illégalité et l'anticonstitutionnalité de toutes les élections de Faure Gnassingbé.

Alors reparler d'unité d'actions en ce début de 2022 comme le préconise Mme Adjamagbo-Johnson - Coordinatrice de la Dynamique Mgr Kpodzro (DMK), Présidente de la Convention Démocratique des Peuples Africains (CDPA) et ex-Présidente de l'unité de 14 partis politiques d'opposition dite la C14 -, est certainement fondée sur une bonne intention¹. Le constat qui est partagé se résume comme suit :

- d'une part, le système Gnassingbé a porté une « *atteinte grave au combat pour la démocratie* » pour ne pas dire une déviation manifeste du combat sincère et loyal pour la vérité des urnes et la vérité des comptes publics ; et
- d'autre part, le report dans un temps bien lointain de « *la possibilité d'une alternance au Togo* », autrement dit, un refus de l'alternance au Togo par certains partis dits d'opposition, jouant ainsi le jeu ambigu de partis légitimateurs et d'autoreproduction/reconduction du catéchisme violent des Gnassingbé.

Afin « *d'éviter les erreurs du passé* », Mme Adjamagbo-Johnson propose que cette union se fasse sur des « *bases claires et préalablement définies*² ». Tout est donc dans la définition de ce qui doit être « *clair* », et ce qui doit être « *préalablement défini* ». Il faut donc comprendre que la coalition de 14 partis politiques d'opposition dite C14 n'a pas pu constituer une « *union* » sur des « *bases claires et préalablement définies* ». Sur la foi de cette assertion, Mme Adjamagbo-Johnson ne peut pas davantage nous affirmer que le processus de désignation d'un candidat commun par la Dynamique Monseigneur Kpodzro (DMK) à l'élection présidentielle du 22 février 2020 s'est faite sur des « *bases claires et préalablement définies* ».

Dans ce cas, à quel titre et au nom de quoi, le Peuple togolais devrait leur faire à nouveau confiance les yeux fermés, sur la foi de simples déclarations d'intention ? Surtout si l'on prend en compte le nombre de personnes sacrifiées, mortes en leur nom, ou abandonnées sur le bord du chemin, qui sont légion !

Pour le RCDTI et le CVU-TOGO-DIASPORA, il n'y a pas d'autres alternatives que de proposer sur des bases « *transparentes* », « *préalablement préparés* », une charte des valeurs, une proposition de transition politique et un projet de société commun, le tout discuté et validé dans le cadre de conférences inclusives sanctionnées par des votes démocratiques de participants n'ayant aucune dépendance vis-à-vis du système Gnassingbé.

Lorsque l'on revendique son appartenance au camp de la lutte pour la démocratie, il est difficile d'être crédible si l'on ne s'applique pas à soi-même des règles de transparence et d'éthique démocratiques, dans l'organisation de la lutte pour y parvenir.

Il y va de la responsabilité de chaque individu de « *tester* » non pas seulement sa contamination au coronavirus COVID-19, mais aussi sa contamination au système Gnassingbé. Malheureusement, il n'y a pas de tests rapides et fiables pour identifier les opportunités non révélés. Aussi, seules la vigilance et le discernement permettront de construire un mouvement de citoyens responsables, engagés pour construire ensemble une alternative politique.

RCDTI et CVU-TOGO-DIASPORA recommandent à chaque citoyenne et citoyen togolais de prendre conscience que les « *vrais* » amis du Peuple togolais ne sont pas toujours ceux que l'on croit, ceux qui le proclament en parole mais pas en actes. Bref, les vrais amis du Peuple togolais sont sans équivoque possible forcément indépendants du



système et de la galaxie Gnassingbé. Sinon, à court ou long-terme, elles ou ils finissent par servir de béquilles pour maintenir le système politique et le pouvoir des Gnassingbé en place.

2. MAINTIEN AU POUVOIR DE FAURE GNASSINGBE : L'OPPOSITION TOGOLAISE N'EST PAS NEUTRE !

Sur la base du constat que les divisions ont miné et continuent de miner l'opposition togolaise institutionnelle, Mme Adjamagbo-Johnson a affirmé qu'« *aucun parti politique ne pourra efficacement, à lui tout seul, mener à bout cette lutte qui n'a que trop duré* ». Sa conclusion pose un problème. La vérité est que ce sont les partis politiques dits d'opposition, collectivement, qui posent problème. La crédibilité de chacun des responsables politiques ou religieux s'est graduellement étendue au point de disparaître et rendre inaudible les vœux qu'elles ou ils formulent pour un Peuple togolais qui se méfie de ceux qui n'ont jamais réussi à proposer un projet de société commun au service du Peuple togolais. A défaut, c'est le culte de la personnalité qui a prévalu avec les échecs patents que chaque famille togolaise porte dans la chair.

De nombreux citoyennes et citoyens togolais sont morts, ou ont été kidnappés, ou ont dû s'exiler, ou ont subi la prison, les humiliations, les tortures, etc., à cause des impasses stratégiques des dirigeants de l'opposition, sans pour autant voir une lueur d'espoir poindre à l'horizon, ou s'entrouvrir les chemins – ombrageux ou pacifiques – qui mèneraient à une démocratie basée sur la vérité des urnes au Togo.

Le Peuple togolais dans sa grande majorité ne croit plus dans la capacité des partis politiques d'opposition et de leurs dirigeants pour mener une lutte de libération du Peuple. Ils sont trop occupés à mener une lutte d'autonomie financière personnelle car, de près ou de loin, elles et ils ont contribué à maintenir Faure Gnassingbé au pouvoir, pour pouvoir continuer d'exister.

Le Peuple togolais doit rester vigilant car certains partis d'opposition ne sont pas neutres.

De ce fait, sans changer fondamentalement les règles du jeu par le recours à l'éthique et la transparence, il n'est pas possible de se lancer dans une forme ou une autre d'Union de l'opposition avec de tels partis politiques sans courir à nouveau le risque de la désillusion. En effet, ces partis feraient mieux de rejoindre la mouvance présidentielle et ne plus tromper le Peuple togolais. Cela permettrait de clarifier le jeu politique togolais et donnerait une chance à l'émergence d'un mouvement alternatif pour préparer une transition politique de 24 à 36 mois, incluant des personnalités de la société civile et de la Diaspora et dirigée par elles.

Il est donc demandé aux responsables des partis au pouvoir ainsi que ceux de l'opposition institutionnelle togolaise ayant des dépendances avec le système Gnassingbé d'annoncer au Peuple togolais qu'elles et ils ne seront pas candidats à des postes de gouvernance de la transition politique au Togo.

En effet, après tant de faux-dialogues dominés par la fourberie, d'échecs patents dans le leadership des partis politiques, caractérisé par une absence de projet de société au service du Peuple et une absence de démocratie au sein même des partis politiques, l'union comme slogan d'unité d'une opposition dépendante de Faure Gnassingbé est insatisfaisante. L'unité se fera non pas en opposition à Faure Gnassingbé, mais constituera une alternative politique car plus personne ne soutiendra le système Gnassingbé, y compris paradoxalement ses propres partisans d'hier et d'aujourd'hui, tels de vrais caméléons.

Les partis institutionnalisés et dépendants du financement de Faure Gnassingbé et dits de l'opposition togolaise ne sont pas neutres ! Un responsable de l'opposition estime qu'il faut faire une distinction entre les acteurs de l'opposition togolaise : séparer les « vrais » des « faux ».



3. LES « VRAIS » et les « FAUX » ACTEURS DE L'OPPOSITION TOGOLAISE

Jean-Pierre Fabre, Président de l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC) ne s'oppose pas à l'union de l'opposition, mais estime qu'elle doit se faire uniquement avec les « *vrais militants de l'opposition* » au rang desquels les membres de l'ANC³.

Si pour Jean-Pierre Fabre, les vrais responsables du maintien de Faure Gnassingbé ne se trouvent pas au niveau de l'ANC mais bien dans les rangs des « *usurpateurs* » qui n'ont pas été cités, la « *remobilisation* » de tous passe nécessairement par l'ANC. Les reproches aux « *usurpateurs* » sont précis de la part de Président de l'ANC : « *A coup de mensonges, de bluffs et de leurres, à coup de mystifications et de fanfaronnades, ces imposteurs ont réussi à corrompre l'intellect de citoyens, agressant en permanence les véritables opposants et faisant du même coup, la part belle au pouvoir oppresseur qui maintient le Togo et le peuple togolais sous le joug de la dictature depuis plusieurs décennies* ».

Le message du Président de l'ANC est-il adressé aux représentants de la dynamique Monseigneur Kpodzro (DMK) et ceux qui l'ont investi comme candidat à l'élection présidentielle de 2020, sous l'illumination de Mgr Kpodzro ? S'agit-il plus simplement de rappeler l'échec du Dr. Agbéyomé Kodjo, Président du parti MPDD, Mouvement Patriotique pour la Démocratie et le Développement et ses principaux lieutenants, à réussir l'alternance en se faisant flouer par la contrevérité des urnes ? Au même titre quelques années auparavant que le même Jean-Pierre Fabre (élections présidentielles de 2010, 2015, 2020), Bob Akitani (élection présidentielle de 2005) et de Gilchrist Olympio (élection présidentielle 1998) ? Une clarification à l'égard du Peuple togolais est attendue et s'impose, car tous ont été déclarés perdants en étant sacrifiés sur l'autel de la contrevérité des urnes et malgré cela ils continuent pourtant à opter pour participer à des élections dont ils savent que la fraude électorale est planifiée et organisée d'avance.

Au lieu de présenter un projet de société commun et obtenir l'adhésion du Peuple togolais dans le cadre de conférences inclusives, tous ces leaders de l'opposition ont choisi, au même titre que Faure Gnassingbé, la stratégie du culte de la personnalité et l'adhésion à une personne et non à un programme, et obtiennent les mêmes résultats à savoir : l'usurpation de leur victoire contre des formes de co-existence pacifique qui neutralisent les initiatives fondées sur une « *vraie alternative politique* ».

Par la voix de Jean-Pierre Fabre, l'ANC prône « *la reconquête de nos espaces de libertés perdus* » et moins les approches qu'il juge « *populistes pour abuser les populations* ». Les « *usurpateurs* » ont été promus au grade de « *prestidigitateurs* » pour avoir conduit :

- à l'enlèvement de la lutte commune ;
- au maintien de la dictature du RPT/UNIR ; et
- à l'empêchement de toute remobilisation des populations.

L'ANC a pourtant eu l'occasion lors des précédentes élections présidentielles de faire tomber ce régime mais ne l'a pas fait. La « *reconquête de nos espaces de libertés perdus* » prônés par l'ANC est insuffisante et pourrait même faire croire qu'il s'agit là de l'objectif unique de l'ANC. Il est question de résoudre les problèmes fondamentaux du Peuple togolais et moins ceux de l'ANC. Si la solution du problème peut se faire avec l'ANC, c'est bien. Mais si la solution doit se faire sans l'ANC, cela se fera.

En dernier ressort c'est le peuple togolais qui décidera, car il n'y a aucune obligation pour le Peuple togolais de passer par des partis politiques d'opposition institutionnelle qui ont échoué par le passé à leur offrir une porte de sortie qui ressemble étrangement à ce qui a déjà été fait, et qui a conduit à l'impasse.

S'il faut faire une distinction entre les « *vrais* » et les « *faux* » acteurs de la reconquête de la vérité des urnes au Togo, cette distinction doit reposer sur l'identification des liens opaques de dépendance réelle et/ou ésotérique entre les acteurs de l'opposition togolaise et Faure Gnassingbé et ses relais.



4. LES LIMITES D'UNE STRATEGIE DE L'INSURRECTION SANS PROJET DE SOCIETE ALTERNATIF

Lorsque le président du Parti National Panafricain (PNP), M. Tikpi Atchadam a choisi de remettre les « clés » de l'insurrection du 19 août 2017 dans les mains de l'ANC pour une unité d'action, les actes posés par l'ANC ont conduit au maintien de Faure Gnassingbé.

Pour Tikpi Atchadam⁴, le constat est clair : « *il ne s'agit pas d'une crise post-électorale mais d'une longue, profonde et interminable crise, une éclipse totale qui s'est abattue sur le peuple depuis le 13 janvier 1963* ». Mais personne ne conteste cela. De là à conclure que « la crise que traverse actuellement le pays n'est en aucun cas, une crise post-électorale » relève d'une erreur de parallaxe. RCDTI et CVU-TOGO-DIASPORA ont appelé en temps et en heure, analyses et démonstrations à l'appui, à ne pas participer à des élections organisées sur la base de la fraude, et expliqué le préjudice qu'un nouvel échec ferait courir à la mobilisation populaire. Mais passant outre nos recommandations ou celles similaires d'autres acteurs, ceux des partis politiques qui ont choisi de participer, doivent aussi en porter et assumer la responsabilité.

La stratégie du PNP, qui n'a pas participé à l'élection présidentielle de février 2020, mais n'a pas non plus proposé de projet de société alternatif au Peuple togolais, trouve ses limites.

En effet, il fallait d'abord conscientiser le Peuple togolais à la base. Mais cela suppose aussi que ce Peuple, pris par la dépendance de la pauvreté, des lois liberticides, des menaces permanentes de l'abus de droit et de pouvoir du système Gnassingbé, cèdent régulièrement la sous-traitance de la lutte à des forces ésotériques et spirituelles. Tikpi Atchadam en a fait l'amer constat, ce qui a affaibli voire remis en cause sa stratégie, y compris l'issue de l'insurrection du 19 août 2017.

Aussi, Tikpi Atchadam rappelle que « *Dieu n'intervient qu'aux côtés des peuples debout, se battant résolument et de façon intègre pour des valeurs cardinales qui le symbolisent, notamment la liberté, la vérité et la justice. Aujourd'hui plus que jamais, il s'agit d'arrêter l'hémorragie, de stopper net la marche imposée au peuple* ».

Mais, pour ce qui est de l'élaboration d'un projet de société commun pour organiser l'unité d'une opposition sans Faure Gnassingbé, il n'y a pas fait allusion⁵. Aussi, personne ne sait sur quel projet de société alternatif repose la sortie de la crise togolaise proposée par le PNP. La question est de savoir si le PNP pourrait servir de « *force de proposition* » sans une alternative politique fondée sur un projet de société commun au Peuple togolais ? Des précisions du PNP à ce sujet seraient les bienvenues afin d'éclairer le Peuple togolais.

Toutefois, il est clair que pour gagner la lutte et instaurer une alternative politique au Togo, il faudra nécessairement changer de stratégie, à savoir : réimaginer les formes les plus appropriées de la manière de lutter, s'organiser collectivement, se préparer et assurer sa crédibilité contre le système Gnassingbé en place, de fait depuis 1963, grâce à l'appui d'une puissance étrangère. Cette nouvelle forme d'organisation de l'unité ne peut reposer sur les partis politiques dont les échecs stratégiques à répétitions sont patents.

Aussi, RCDTI et CVU-TOGO-DIASPORA demandent humblement à tous les partis d'opposition de considérer sérieusement les acteurs organisés de la société civile et de la Diaspora togolaise qui sont indépendants de Faure Gnassingbé comme des potentiels acteurs pouvant offrir des solutions de sortie de crise. Il faut bien constater qu'à ce jour, les représentants de la société civile et de la Diaspora ont été considérés par les partis d'opposition institutionnelle comme des agents secondaires, voire superflus, sauf quand il s'agit de les faire cotiser pour soutenir ces mêmes partis politiques.

Chacun doit faire amende honorable en demandant officiellement « *pardon au Peuple togolais* » en ce début de 2022 pour que le Togo puisse repartir sur des bases saines, claires avec des apports des uns et des autres par écrit. Suite à des conférences inclusives sans les agents de Faure Gnassingbé, l'adhésion des populations à une



proposition commune alternative ne peut que favoriser l'objectif de la remobilisation et conduire à des formes d'insurrection dont Faure Gnassingbé sera responsable au même titre que ses affidés, en cas de non-démission de pour inconstitutionnalité et illégalité de son accession au pouvoir.

5. LE CADRE DE CONCERTATION NATIONALE ENTRE LES ACTEURS POLITIQUES : DUPLICITÉ DU POUVOIR

Lors de son message de vœux, le Président National de l'Union des Forces du Changement (UFC), Gilchrist Sylvanus Olympio qui s'était retiré de la vie politique en raison de son âge avancé, semble être revenu aux affaires. S'il partage avec tous, le fait « qu'aucun parti politique ne peut tout seul résoudre les problèmes du Togo », il importe de noter qu'aucun parti politique n'a eu une telle prétention. Il est vrai que certains dirigeants de partis politiques concurrents ont tenté, vainement, de s'imposer comme le seul candidat pour lequel le Peuple togolais devait « voter » ... La mauvaise surprise était au rendez-vous !

Entre la contrevérité des urnes sur les résultats électoraux et la méfiance effective d'une partie importante du Peuple togolais envers les partis qui tentent d'accompagner le système Gnassingbé dans un maintien « permanent » au pouvoir, la marge de manœuvre est tellement étroite que tous ceux qui ont joué ce jeu trouble ont perdu leur crédibilité auprès du Peuple togolais. Et surtout ont perdu les élections ou n'ont eu que des postes subalternes au sein de la galaxie du pouvoir Gnassingbé. Les stratégies choisies par l'ANC comme au demeurant l'UFC n'ont laissé aux populations que le constat amer de l'échec politique de deux partis qui n'ont pas permis une alternance au Togo. Mais il y a pire encore. L'un d'entre eux, l'UFC, a fait un choix historique lourd de conséquences à long terme, le jour où, alors qu'il était dirigé par le fils de Sylvanus Olympio, le vrai père de la nation, celui-ci a fait le choix de s'allier au RPT, le parti qui fut créé par les assassins de son propre père. Et, au comble de l'ignominie, d'envoyer des ministres siéger dans le gouvernement de Faure Gnassingbé, sans mesurer l'ampleur des conséquences et la charge négative d'un tel choix dans l'imaginaire collectif du Peuple togolais.

Après les milliers de victimes tombées pendant plus de trente ans au combat au nom de l'idéal de liberté contre une dictature très dure, notamment les centaines lors de l'élection présidentielle de 2005 où le Fils Faure Gnassingbé succéda au père Eyadéma Gnassingbé, le Peuple togolais n'a jamais accepté cette haute-trahison. On ne se réconcilie pas impunément sur le dos des victimes innocentes à la manière d'une simple mention des pertes et profits sur un bilan comptable. Le combat pour l'idéal de liberté et de l'indépendance politique et économique est un combat noble et lorsqu'il se fait au prix de la vie humaine, le sang versé mérite mieux qu'une trahison.

Mais aujourd'hui, lorsque Gilchrist Olympio préconise les « discussions entre les acteurs politiques » par le biais de la « permanence du dialogue » au sein de la « Concertation Nationale entre les Acteurs Politiques (CNAP) », il réitère l'erreur du passé qui a conduit à la contrevérité des urnes. Alors qu'il fut un acteur et témoin privilégié des 28 précédents « faux-dialogues » qui ont échoué, comment peut-il affirmer que, dans le cadre national du dialogue entre les acteurs politiques, comment peut-il affirmer que les « résolutions » qui sortiront de cette structure « *permettront d'améliorer, j'en suis persuadé, le cadre électoral des prochaines échéances électorales* » ? L'UFC par la voix de son Président opte clairement pour un énième « faux dialogue », légitimant ainsi structurellement le système Gnassingbé, ce qui peut expliquer la désaffection d'une grande partie de ses partisans.

Par ailleurs, il propose de « *bloquer la voie aux crises politiques* ». Ce message qui pourrait tout aussi bien sortir de la bouche de Faure Gnassingbé ou de l'un de ses ministres zélés, ne fait qu'accentuer l'ambiguïté de l'assertion de Gilchrist Olympio. Autrement dit, « bloquer la voie à tous les acteurs civils et militaires qui aspirent par la lutte quotidienne à une alternance politique au Togo serait la nouvelle doctrine de l'UFC. Chaque citoyen conscient jugera de la pertinence de cette stratégie confirmée par Gilchrist Olympio, qui ne peut plus être considéré comme faisant partie du camp de celles et ceux qui œuvrent pour une alternative politique de l'opposition sans Faure Gnassingbé au Togo. Paradoxalement, Gilchrist Olympio encourage les autres partis politiques à le suivre dans sa démarche.



Il conviendrait qu'il assume clairement son choix et qu'il éclaire les Togolaises et les Togolaises en optant pour son appartenance à la mouvance présidentielle et l'inscription de son parti comme une annexion du parti RPT/UNIR.

6. RECONSTRUIRE L'UNITÉ DU PEUPLE TOGOLAIS INDÉPENDANT SUR UN PROJET POLITIQUE ALTERNATIF

Ce qui a conduit le Togo dans l'impasse avec en prime la perte de crédibilité des partis d'opposition togolais, voire de certaines associations de la société civile directement tributaires de Faure Gnassingbé quant à leur existence, repose en fait sur :

- le culte du « chef » ;
- l'absence de démocratie interne sacrifiée sur l'autel du consensus du « chef » ;
- l'absence de débat transparent avec des processus décisionnels basés sur un vote démocratique ; et
- l'absence d'un projet de société commun en cas d'alternance impromptue ;
- la prise de conscience des chefs des partis d'opposition que les partis politiques doivent accepter de céder le leadership à des mouvements politiques issus de la société civile et de la Diaspora et coopérer avec ces derniers au lieu de les combattre systématiquement, voire les ostraciser, notamment ceux de la Diaspora indépendante de Faure Gnassingbé.

Bien que favorable à une « véritable union de l'opposition pour mener la bataille du changement », le Président de l'ANC, Jean Pierre Fabre ne dit rien du comment il compte faire partir Faure Gnassingbé. On ne peut pas simplement mener la bataille du changement et perdre à chaque fois et recommencer ad aeternam. Cela laisse l'impression au Peuple togolais que certains partis politiques se sont spécialisés dans des « combats » qui ne mènent jamais à la victoire de l'alternance politique d'abord, celle des personnes ensuite. Néanmoins, Le Président de l'ANC a fait l'effort de préciser ce que l'union ne doit pas être.

RCDTI et CVU-TOGO-DIASPORA avaient fait remarquer en d'autres temps et en d'autres termes des constats similaires qui sont rappelés dans le tableau comparatif ci-dessous :

VERS L'UNITÉ DU PEUPLE TOGOLAIS : Tableau comparatif sur quelques déclinaisons et conditions de l'union d'une opposition	
ANC Alliance Nationale pour le Changement	RCDTI et CVU-TOGO-DIASPORA Réseau de Coordination de la Diaspora togolaise indépendante et Collectif pour la Vérité des Urnes Togo-Diaspora
1. L'union n'est pas la fusion ou l'uniformisation	1. L'union ne peut se résumer à la pensée unique du système Gnassingbé
2. L'union n'est pas la candidature unique	2. L'union passe par une candidature commune et pas une candidature unique
3. L'union n'est pas un slogan	3. L'union ne peut être décrété par les chefs des partis d'opposition
4. L'union n'est pas une stratégie visant à éliminer un partenaire	4. L'union est une stratégie visant à se séparer de tous ceux qui ne sont pas indépendants de Faure Gnassingbé pour mener la lutte pour la vérité des urnes et des comptes publics
5. L'union n'est pas une formule magique qui permet d'éviter la lutte pour l'assainissement du cadre électoral	5. L'union repose sur la préparation, l'exposition dans une conférence inclusive d'un projet de société commun et d'une proposition de transition politique, le tout fondé sur des valeurs



6. « L'Union est un combat » qui se pratique dans la sincérité et la vérité	6. L'Union est une volonté commune d'offrir une « alternative politique crédible au Peuple togolais en l'y associant par des conférences inclusives <u>sans Faure Gnassingbé et tous ceux qui dépendent de lui, le jour comme la nuit.</u>
7. L'Union suppose la « reconquête de nos espaces de libertés perdus » ce qui « tient à chacun et à chacune d'entre nous ». Il nous faut pour cela, sortir notre lutte commune de l'enlèvement dans lequel une bande de prestidigitateurs l'ont plongée, et tente de l'y maintenir à la satisfaction de la dictature du RPT/UNIR.	7. L'Union se construit d'abord dans la diversité, sur la base de propositions écrites, discutées, approuvées en comité restreint, exposées en conférences inclusives et adoptées par un vote transparent, afin de rechercher des appuis, des financements pour la mise en œuvre. Il s'agit d'une unité autour d'un projet politique et alternatif commun.
<ul style="list-style-type: none"> • Source : l'ANC, 2022. 	<ul style="list-style-type: none"> • Source : RCDTI-CVU-TOGO-DIASPORA, 2022.

Depuis le retour des citoyens togolais aux urnes après la fin du règne du parti unique *Rassemblement du Peuple Togolais (RPT)*, l'expérience cumulée de dizaines de scrutins électoraux a démontré qu'il n'existera aucune possibilité de « lutte pour l'assainissement du cadre électoral » que ce soit les institutions ou les textes, tant que le contrôle du processus électoral restera unilatéralement dans les mains d'une autorité autocratique, majoritairement dominée par le parti RPT/UNIR de Faure Gnassingbé, qui décide unilatéralement, au sein de laquelle la participation de certains partis politiques d'opposition, dont entre autres l'ANC, ne sert in fine que de caution dans les Commissions électorales, nationale et locales, dites indépendantes.

Si selon Jean Pierre Fabre, *l'Union est un combat*⁷ en référence à un principe du Parti communiste français⁸, il faut reconnaître que ceux qui, ailleurs ont voulu mettre cette devise en pratique :

- n'ont jamais pu conquérir pleinement le pouvoir politique ; ou
- lorsqu'ils étaient au pouvoir, n'ont pas duré car le combat ne peut se faire uniquement au niveau des idées, sans concessions mutuelles aux plans opérationnels et pratiques avec les partenaires et alliés.

La réalité sur le terrain a reposé sur la « signature d'un Programme commun de gouvernement entre une « union » des partis de la gauche française, à savoir le Parti socialiste, (PS), le Parti communiste Français (PCF) et le parti des Radicaux de Gauche (PRG). C'est à partir de cette union que Feu M. François Mitterrand est devenu par la vérité des urnes, le Président des Français en 1981.

En conséquence, le Togo a besoin d'un projet de société commun précédé d'une proposition de transition fondée sur des valeurs et des principes politiques. L'Union des Togolaises et Togolais indépendants de Faure Gnassingbé se fera sur la base d'une diversité et d'une confrontation pacifique des propositions, d'un leadership du projet choisi avec des personnalités éthiques et compétentes, de l'intégration des améliorations permettant d'aboutir à un consensus, d'un vote démocratique et de la soumission des conclusions et du projet politique alternatif commun au Peuple togolais pour une adhésion massive.

Si cette voie de sortie de crise n'est pas jugée appropriée, alors que les dirigeants des partis politiques, mais aussi les dirigeants d'associations ou mouvements de la société civile fassent leur proposition sous forme de projet politique alternatif et acceptent le principe d'une conférence inclusive pour en débattre.

Il est question de faire des propositions opérationnelles, en tenant compte de budget limité avec tous ceux qui, au-delà de la réflexion, veulent comprendre le présent, et veulent de manière déterminée, travailler à préparer l'avenir des Togolaises et des Togolais, y compris ceux de la Diaspora.

Il faut donc arrêter les « invectives » stériles et sans lendemain entre les membres des forces pouvant représenter cette alternative politique en 2022. L'Union de l'opposition togolaise doit comprendre des partis politiques, des



représentants de la société civile et de la Diaspora indépendants de Faure Gnassingbé. Mais s'il s'agit de proposer aux citoyennes et citoyens togolais de « recommencer comme avant selon les principes éculés de stratégies politiques stériles, avec la perspective d'avoir les mêmes résultats d'échecs », alors mieux vaut s'organiser sans les partis politiques qui ont conduit le Peuple togolais dans l'impasse.

La reconstruction de l'unité du Peuple togolais indépendant passe par la rédaction et la promotion d'un projet politique alternatif associant la société civile et la Diaspora togolaises indépendantes

Il n'est plus question de s'aligner sur les partis d'opposition institutionnelle qui ont échoué mais d'avancer avec eux s'ils le souhaitent, sur des bases éthiques respectueuses de la diversité, ou alors d'avancer sans eux s'ils constituent dans la pratique de vrais obstacles à l'avènement de l'alternative et de l'alternance politiques au Togo. Avec la présentation d'un projet politique au cours de conférences inclusives, il est possible de travailler sur « des bases claires et transparentes ».

Non, l'Union ne doit pas reposer sur une « opposition stérile » mais bien sur une « proposition alternative » à celle du système de Faure Gnassingbé et des militaires non-républicains. Tant que cela n'est pas pris en considération, la route vers l'alternance sans des alternatives de gouvernance sera longue, très longue, trop longue !!!

7. EXPLOITATION D'UNE PARTIE DU PEUPLE TOGOLAIS PAR LES GNASSINGBÉ : POUVOIR D'ACHAT PERDU

Paradoxalement, lors de la formulation des vœux pour 2022, Faure Gnassingbé s'est contenté de faire oublier qu'il est un usurpateur de la démocratie togolaise. Il a compris qu'il n'a jamais eu le soutien du Peuple togolais et que sans les abus de pouvoir et de droit, la voracité des militaires togolais pour l'argent facile sorti du budget de l'Etat, la complaisance de certains ecclésiastiques – toutes confessions confondues – qui oublient de jeûner pour se faire entendre de Dieu, et d'une justice, notamment la Cour Constitutionnelle illégale et d'un parlement, instrumentalisés, il ne serait plus au pouvoir... depuis longtemps.

Sa responsabilité dans le niveau de pauvreté et de perte de pouvoir d'achat des Togolaises et des Togolais est à son paroxysme. Le salaire minimum garanti (SMG) est de 35.000 FCFA par mois alors que la cherté de la vie est exorbitante. Avec un loyer mensuel minimum qui s'élève à 40 % de ce SMG (soit environ 15.000 FCFA par mois), et des frais de transport journaliers d'environ 800 FCFA par jour, soit 24.000 FCFA par mois sans extra, soit 68 % du SMG, il est facile de comprendre que Faure Gnassingbé n'a jamais rien fait pour améliorer le sort des pauvres travailleurs. Entre un loyer et les frais de transport, le pauvre travailleur est déjà « un mort-vivant économique ».

Mais il faut rajouter pour une famille d'un couple avec deux (2) enfants, environ 1.200 FCFA par jour pour se nourrir, soit 36.000 FCFA par mois. Autrement dit, sans loyer et sans transport, le salaire minimum est englouti dans la nourriture. Mais il faut aussi intégrer et prévoir :

- les frais de santé (500 FCFA par jour, soit 15.000 FCFA par mois) ;
- les frais d'énergie (bois de cuisson et électricité, soit 350 FCFA par jour, soit 10.500 FCFA par mois) ;
- les frais d'habillement (5.000 FCFA par personne, soit 20.000 pour cette famille type par mois) ;
- les frais d'éducation (10.000 FCFA par mois) ; et
- les frais imprévus, notamment les funérailles qui engloutissent des sommes exorbitantes au Togo (soit 15.000 FCFA par mois).

Aussi, une famille de 4 personnes classée dans la catégorie « à faible revenus », c'est-à-dire touchant le salaire minimum garanti sans les impôts dispose de 35.000 FCFA, doit faire face à des dépenses moyennes estimées mensuelles à 123.900 FCFA par mois. Alors en plus des abus de droit et de pouvoir du pouvoir Gnassingbé, il n'est pas rare que les droits de cuissage, les abus d'autorité et des formes d'esclavage domestique et d'entreprise prennent la relève de l'exploitation du Peuple togolais. La contrepartie est la corruption sous toutes les formes



possibles, de plus en plus légitimées car « ventre affamé n'a point d'oreilles » ... Alors, il faut tout faire pour que les médias soient aux ordres du pouvoir et « taisent » les violations flagrantes des « ayatollahs » du pouvoir Gnassingbé.

8. LE SYSTÈME GNASSINGBÉ FAIT DU CHANTAGE À DES JOURNALISTES INDÉPENDANTS DU TOGO

Le problème est que le vrai « usurpateur » du pouvoir au Togo a un nom doublé de tentacules : il s'agit de Faure Gnassingbé et de son système militaro-civil-ésotérique dont les tentacules s'étendent à l'extérieur du territoire togolais à l'international. Par ailleurs, dans ses vœux à la nation, il indique allouer un gros budget pour amadouer l'armée afin d'éviter peut-être un coup d'Etat. Le problème est qu'en parlant du terrorisme au centre de ses préoccupations et en fustigeant les braves gens de « la savane », au Nord du Togo, il expose le Togo et insulte les populations pacifiques de la savane qui n'ont rien demandé. La mise à l'écart des militaires originaires de ces régions dans l'armée togolaise relève de la ségrégation.

La réalité est que tout ceci relève purement de la manipulation de Faure Gnassingbé qui joue un jeu très dangereux en se servant du terrorisme comme paravent pour masquer sa politique répressive à l'égard des populations. Car en dernier ressort ce sont toujours les populations civiles qui paient le plus lourd tribut au terrorisme, si l'on se réfère au cas du Burkina Faso, pays limitrophe du Togo, qui enregistre à ce jour plusieurs milliers de victimes et plusieurs centaines de milliers d'habitants déplacés au nord du pays.

Dans certains pays dirigés par des autocrates à l'image de Faure Gnassingbé, le spectre du terrorisme est utilisé aussi pour installer la peur et justifier les mesures d'exception. Il s'agit de tenter de convaincre la population togolaise comme les chancelleries occidentales que sa gouvernance et le maintien de son système ad aeternam seraient un gage de stabilité.

Il faut espérer qu'en provoquant « indirectement » les terroristes – mafieux et djihadistes-, -notamment en attirant leurs regards sur le Togo par cette agitation permanente du terrorisme comme un épouvantail-, ces derniers pourraient cibler le pouvoir Gnassingbé pour « arrogance » et non les populations innocentes et pauvres. Est-ce que Faure Gnassingbé est en train de craindre une révolte, voire un coup d'Etat provenant des rangs des militaires du Nord, pour qu'il choisisse dans ses vœux prononcés le 30 décembre 2021 de « manipuler et d'indexer » les populations des savanes ? Peut-être ! Assurément, il y a là une véritable tentative d'opposer le Peuple et surtout d'opposer les populations du nord et celles du sud. Il se trompe !

Le Peuple togolais se connaît et est profondément pacifique, car c'est un Peuple de Dieu, du Nord au Sud. Les véritables « terroristes-djihadistes » ne sont pas au Nord du Togo. Ils pourraient, si on n'y prend garde, se retrouver au sein du pouvoir Gnassingbé, voire du Gouvernement qui comprend des « ministres-pasteurs ». Est-ce bien la mission divine pour des « pasteurs » de kidnapper et d'envoyer illégalement en prison et oser exiger des « excuses » publiques des journalistes innocents⁹ que sont M. Ferdinand Ayité du *Journal L'Alternative* et M. Joël Egah du *Journal Fraternité*, qui ne font que faire leur travail d'information et de lanceurs d'alerte.

Mais l'extorsion d'excuses dans un régime autocratique dont le Président est illégal et anticonstitutionnel relève du chantage !!! Il faut espérer que la Cour de Justice de la CEDEAO finira par faire respecter les textes du droit communautaire et la Charte africaine des droits de l'Homme et des Peuples sur toutes ces violations des droits humains, des droits des journalistes et des droits du Peuple au Togo.

Alors, au lieu de voir des « pasteurs-ministres » envoyer des journalistes indépendants en prison, ceux-ci feraient mieux de choisir entre le métier de « servir Dieu » et celui de servir les « anté-Dieu ». Impossible ? Non ! Il suffit que ces ministres-pasteurs retrouvent la mission prioritaire consistant à expliquer en haut lieu et aux militaires que la sagesse veut que Faure Gnassingbé démissionne pour le plus grand bien du Peuple togolais, surtout si cela permet de libérer tous les prisonniers politiques et tous les innocents qui croupissent dans les prisons togolaises



ou certains gardiens exigent, pour faire quelques mètres, 1000 FCFA -ou plus- pour porter une information à un détenu et 1000 FCFA pour revenir avec la réponse du détenu à la famille...

9. TRANSITION PACIFIQUE : RENOUELEMENT DE LA DÉMISSION DE FAURE GNASSINGBÉ

Faure Gnassingbé n'a jamais soutenu les aspirations démocratiques du Peuple togolais. Sa démission du poste de Président illégal, usurpé par le biais de la contre-vérité des urnes, serait la voie pacifique pour faire entrer le Togo en transition, afin d'éviter tôt ou tard comme au Soudan, au Tchad, au Mali et en Guinée, l'arrivée de militaires qui tentent d'abord de garder le pouvoir aussi longtemps que possible pour « *assurer leurs arrières* ». La France n'a toujours pas compris que si elle avait soutenu les forces démocratiques dans les pays francophones, elle ne serait pas en train de subir la perte de crédibilité la plus grave dans l'histoire française en postcolonie.

Après la prise de pouvoir anticonstitutionnelle de Faure Gnassingbé, grâce à une Cour Constitutionnelle illégale et au soutien inconditionnel de la partie non-républicaine de l'armée togolaise pour un quatrième mandat présidentiel en 2020, il y a une nécessité urgente pour tous les citoyens responsables démocrates et patriotes du Togo, de s'engager dans la préparation d'une transition démocratique du pays qui réponde aux demandes de liberté, de démocratie, de justice, de création de richesses et de paix du Peuple togolais.

Aucun acteur togolais - partis politiques ou organisations de la société civile et de la Diaspora - ne peut accomplir cette tâche à lui seul. Le RCDTI et le CVU-TOGO-DIASPORA continueront à prendre leur part du travail collectif en préparant les bases écrites d'une transition démocratique au Togo.

Mais, les parties prenantes togolaises devront pouvoir bénéficier de ce travail de déblayage pour asseoir les bases d'une mutation de la gouvernance togolaise à partir des valeurs et des principes, afin de surmonter la violence et mettre fin à la crise politique actuelle de la nation togolaise.

Il faudra d'ailleurs, sur la base de la compétence et de l'éthique, sélectionner de nouveaux dirigeants civils indépendants de Faure Gnassingbé et son système destructeur de l'identité togolaise afin d'aboutir, dans le cadre de conférences inclusives successives, à la proposition d'un projet de société commun. A ce titre, il sera proposé un calendrier de transition estimé entre 24-36 mois et organiser un processus décisionnel et démocratique clair et accepté par tous pour les activités transitoires, y compris la refondation institutionnelle et constitutionnelle.

Si la Constitution togolaise de 1992 doit servir de point de départ pour faire oublier les modifications unilatérales du système Gnassingbé qui ont permis de multiples coups d'Etat constitutionnels avalisés par la CEDEAO, l'Union africaine, la France, l'Allemagne, les Etats-Unis, les Nations Unies et l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), il faudra absolument se mettre à la tâche pour élaborer une nouvelle mouture respectant la Charte africaine des Droits de l'Homme et des Peuples.

Les points suivants feront l'objet de modification substantielle par l'équipe de transition : le système militaire togolais subira une mutation profonde pour d'abord servir les aspirations du Peuple togolais et contribuer au développement notamment dans les infrastructures et le génie civil, avec en prime le retour de la primauté de la Constitution togolaise sur les lois opaques des militaires.

Il faudra alors s'atteler au volet de la représentation du Peuple dans sa grande diversité tant aux plans législatif, judiciaire, exécutif et des contre-pouvoirs au gouvernement de transition. Pour cela, la refondation des partis politiques avec une plus grande place aux femmes et aux jeunes sera promue. De même que la création de mécanismes de responsabilité et de comptes rendus au Peuple togolais à chaque étape de la préparation des processus d'organisation de la vérité des urnes et des élections libres, apaisées et sans violence avec des résultats consolidés uniquement à partir des bureaux de vote.



10. LES MILITAIRES DOIVENT DÉFENDRE LE PEUPLE TOGOLAIS, PAS CEUX QUI OPPRIMENT CE PEUPLE

Une action unilatérale des militaires en cas de coup d'Etat pour nommer un nouveau Premier ministre et un nouveau cabinet minerait la crédibilité de ces derniers déjà bien entamée par un soutien pluri-décennal à la dictature et n'aura pas de soutien du Peuple togolais. Cela risquerait d'ailleurs de plonger le pays dans un conflit civil, tant les injustices accumulées du système de Faure Gnassingbé et de son père sont des détonateurs potentiels pour des règlements de compte extra-judiciaires. Il suffit de citer les usurpations et les abus de droit récemment dénoncés par le président de la Cour Suprême du Togo dans le domaine foncier pour que la colère de familles, ce sur au moins trois générations ne refasse surface.

Pour éviter cela, RCDTI et CVU-TOGO-DIASPORA demandent instamment aux parties prenantes indépendantes du système de Faure Gnassingbé de s'engager dans une concertation immédiate, menée par toutes les bonnes volontés dans la société civile et dans la Diaspora afin d'offrir des propositions écrites à présenter lors des premières conférences inclusives.

Ces conférences inclusives pourraient être financées par les Nations Unies ou la Communauté internationale afin de faciliter, sans s'immiscer dans les affaires intérieures qui relèvent du strict ressort du peuple togolais, des questions de transition et de mutation du Togo. Une telle conférence inclusive devrait être pleinement inclusive et représentative des groupements et mouvements historiquement marginalisés, inclure les jeunes et les femmes, et contribuerait à engager le pays sur une voie de construction de la démocratie.

Le RCDTI et le CVU-TOGO-DIASPORA ne soutiendront pas un Gouvernement de transition nommé sans la participation d'un large éventail de parties prenantes de la société civile et imposé par les militaires ou un pays étranger. Il est question de préparer la feuille de route d'un gouvernement et d'un parlement de transition et de mutation du Togo qui pourront bénéficier d'une crédibilité fondée sur l'éthique et la compétence, sur la base d'une non-objection du Peuple togolais sur les personnalités choisies.

C'est donc cette approche pragmatique que le RCDTI et le CVU-TOGO-DIASPORA proposent pour conduire le Togo vers des élections libres, équitables et fondées sur la vérité des urnes. Le projet de transition avec son chronogramme sera nécessaire pour faciliter la fourniture d'une assistance financière, économique, technique et matérielle au Togo y compris en termes de sécurité rapprochée des personnalités de la transition afin de demander des comptes aux acteurs qui tenteront immanquablement d'entraver le processus démocratique.

Le RCDTI et le CVU-TOGO-DIASPORA continuent à tenir Faure Gnassingbé et les autorités militaires togolaises pour responsables des multiples violations des droits humains du Peuple togolais qui vont à l'encontre de la législation nationale en vigueur et du droit suprarégional et international, notamment les protocoles de la CEDEAO sur la Démocratie et la Charte africaine des Droits humains et des Peuples.

Le droit du Peuple togolais de se réunir pacifiquement et d'exprimer ses doléances doit être protégé. Le droit des journalistes indépendants d'informer doit être préservé.

Le RCDTI et le CVU-TOGO-DIASPORA attendent des services de sécurité de Faure Gnassingbé qu'ils s'abstiennent de recourir à des violences contre les acteurs pacifiques de la mutation du Togo, ce sur le territoire national comme dans la Diaspora. Face aux exactions et crimes commis, il y a lieu de commencer à mettre hors d'état de nuire et démanteler les milices hors-la-loi de Faure Gnassingbé, afin que justice soit faite.

Les kidnappings, les emprisonnements d'innocents sans jugement, la torture et le meurtre de plusieurs togolais, les violences sexuelles et les blessures infligées à des centaines d'autres par les services de sécurité et autres milices armées depuis la prise de pouvoir par un coup d'Etat constitutionnel des Gnassingbé sont inacceptables.

Le RCDTI et le CVU-TOGO-DIASPORA réaffirment la nécessité pour le pouvoir de transition de mener des enquêtes indépendantes sur ces tortures, ces maltraitements, ces viols et violences, et des décès qui y sont associées pour



que la nouvelle justice togolaise de transition puisse identifier et tenir les auteurs de ces actes pour responsables et les condamner selon la rigueur de la Loi tout en respectant leurs droits. Les détentions de militants, de simples citoyens, de journalistes ainsi que les coupures de communication doivent également cesser. Toutes les personnes injustement détenues doivent être libérées et que l'état d'urgence, non justifié, soit immédiatement levé, car ne servant qu'à réduire les espaces de liberté.

11. RELANCE DE LA LUTTE DE LIBÉRATION POUR UNE MUTATION DU TOGO

Sur la base de l'illégalité des Coups d'Etat constitutionnels de Faure Gnassingbé pour accéder au pouvoir, en 2005, 2010, 2015 et en 2020, avec le maintien au pouvoir par la violence et les abus de droit validés par la CEDEAO, le Peuple togolais doit prendre conscience que le système des Gnassingbé adoubs par des militaires anti-républicains et des forces ésotériques, nationaux et internationaux, est un système politique autocratique digne du fascisme.

Le fascisme est un système politique autoritaire qui associe populisme, nationalisme et totalitarisme au nom d'un idéal collectif suprême. À la fois violent et conservateur, ce système au Togo s'oppose frontalement à la démocratie représentative et à l'Etat garant des droits individuels et collectifs du Peuple.

Niant l'individu et la démocratie au nom de la masse incarnée dans un chef providentiel cachant une dictature militaire en sous-main, le fascisme embrigade les groupes sociaux par l'argent ou les menaces (jeunesse, femmes, les pauvres...). Le fascisme des Gnassingbé justifie la violence d'Etat menée contre les acteurs capables de représenter une alternative politique indépendante du pouvoir central, en les assimilant à des ennemis intérieurs. Pour cela, il faut des partis de complaisance qui soient des partis légitimateurs et alimentaires. L'unité de la nation n'est possible qu'avec des acteurs déterminés, engagés et non traîtres au Peuple togolais afin de dépasser et résoudre les antagonismes des classes sociales en dehors du système et du parti de Gnassingbé et ses déclinaisons dans les partis politiques de soutien ou des associations de la société civile et de la Diaspora qui se sont alignés.

En ce début de l'année 2022, le Peuple togolais rejette le régime autocratique du système Gnassingbé et invite les acteurs déterminés, engagés, et indépendants de Faure Gnassingbé à se contacter mutuellement au Togo comme dans la Diaspora pour que les préparatifs d'une transition démocratique puissent prendre corps et prospérer avec les conférences inclusives sans Faure Gnassingbé et ses sbires.

La relance de la lutte pour la libération du Togo en 2022 suppose une organisation, des acteurs éthiques et la préparation d'une transition et d'un projet de société sans Faure Gnassingbé et ses agents renifleurs. Personne ne pourra s'affranchir de la troisième voie politique qui ne peut se faire sous la dépendance du système Gnassingbé.

12. LA SEULE ALTERNATIVE POUR LE PEUPLE TOGOLAIS : LA TROISIÈME VOIE

Le Peuple togolais sait que de nombreux responsables de l'opposition institutionnelle et même des associations de la société civile sont des opposants alimentaires et sont devenus des voies d'accompagnement et de légitimation du système Gnassingbé. Ce peuple, conscientisé et vigilant, doit les abandonner pour choisir une troisième voie, celle que proposent RCDTI et CVU-TOGO-DIASPORA.

Pour ce qui est de la mouvance présidentielle qui par la voix de Gilbert Bawara, le plus zélé des Ministres Gnassingbé, rappelait en 2018 « qu'il n'y aura pas un nouveau 19 août » au Togo¹⁰, le Peuple togolais doit savoir que Gilchrist Olympio et son parti UFC ont choisi d'approuver cette approche et ne peuvent plus être assimilés à une opposition patriote, à supposer que ce parti ne l'ait jamais été depuis l'arrivée de Faure Gnassingbé au pouvoir.



RCDTI et CVU-TOGO-DIASPORA ont choisi de démontrer que l'avenir du Togo passe par la troisième voie et cette voie est parallèle et alternative à celle des deux autres voies à savoir : la voie des autocrates et celle des légitimateurs.

La 3^e voie est celle du Peuple qui finira bien par comprendre que c'est la voie qu'il faut rejoindre, soutenir, promouvoir et mettre en œuvre démocratiquement et sans Faure Gnassingbé et ses agents renifleurs pour une alternative de projet et une alternance politique.

La 3^e voie ne peut en aucun cas croiser dans le futur celle des légitimateurs et des autocrates, une fois que la prise de conscience de chaque Togolaise et Togolais aura repris ses droits.

Personne ne pourra plus dire qu'elle ou il ne sait pas comment relancer la lutte pour la libération du Togo en 2022 !!!

Le 10 janvier 2021.

La Direction du :

Réseau de Coordination de la Diaspora Togolaise Indépendante (RCDTI) et du Collectif pour la Vérité des Urnes-Diaspora Togo (CVU-TOGO-DIASPORA) en partenariat avec toutes personnalités ou structures de la société civile indépendantes.

SIGNATAIRES : RCDTI, CVU-TOGO-DIASPORA, PARTENAIRES ET SYMPATHISANTS :

1. Yves Ekoué AMAÏZO, Dr.
2. Jean-Pierre Akoété BALIKPO
3. Ernesto D'ALMEIDA, Dr.
4. Mathieu D'ALMEIDA
5. Koffi DEKU, Ing.
6. François FABREGAT
7. Geneviève MOUTON
8. Antoine RANDOLPH, Dr.

Contact et Coordination : info@cvu-togo-diaspora.org et rcdti@cvu-togo-diaspora.org

Note : Toutes les personnalités ou associations qui souhaitent être signataires des textes de RCDTI et CVU-TOGO-DIASPORA peuvent le faire en écrivant par courrier électronique à l'adresse ci-dessous. Ils ou elles auront l'occasion de participer à l'une ou l'autre des téléconférences fondant notre démocratie participative et proposer des solutions dans le cadre du projet de société commun pour l'avenir du Togo en vue d'une transition.

© RCDTI & CVU-TOGO-DIASPORA

Réseau de Coordination de la Diaspora Togolaise Indépendante (RCDTI) -----



Collectif pour la Vérité des Urnes-Diaspora Togo (CVU-TOGO-DIASPORA) -----



Mots-clés : ANC - Autocratie - CDPA - CVU-TOGO-DIASPORA – Démocratie – DMK - Droits de l'Homme et Peuple - Faure Gnassingbé – Libération - Militaires – PNP - RCDTI – RPT - Togo – UNIR - Vérité des urnes et des comptes publics



- ¹ Akpa, G. (2022a). « Togo. Mme Adjamagbo-Johnson : « Aucun parti politique ne pourra efficacement, à lui tout seul, mener à bout cette lutte » ». In www.icilome.com. 3 janvier 2022. Accédé le 4 janvier 2022. Voir <https://icilome.com/2022/01/togo-mme-adjamagbo-johnson-aucun-parti-politique-ne-pourra-efficacement-a-lui-tout-seul-mener-a-bout-cette-lutte/>
- ² Akpa, G. (2022a). Op. Cit.
- ³ Akpa, G. (2022b). « Togo- Jean-Pierre Fabre : « L’union n’est pas un slogan que l’on proclame urbi et orbi pour circonvénir et séduire les populations ». In www.icilome.com. 3 janvier 2022. Accédé le 4 janvier 2022. Voir <https://icilome.com/2022/01/togo-jean-pierre-fabre-union-nest-pas-un-slogan-que-lon-proclame-urbi-et-orbi-pour-circonvenir-et-seduire-les-populations/#comments>
- ⁴ NK (2022) « Tikpi Atchadam : « Jusqu’à quand allons-nous continuer dans cette hypocrisie collective... ». In www.icilome.com. 4 janvier 2022. Accédé le 5 janvier 2022. Voir <https://icilome.com/2022/01/tikpi-atchadam-jusqua-quand-allons-nous-continuer-dans-cette-hypocrisie-collective/>
- ⁵ NK (2022). Op. Cit.
- ⁶ Olympio, G. (2022). “ Togo-Gilchrist Olympio : “Il faut bloquer la voie aux crises politiques”. Message de vœux du Président National de l’UFC et Chef de File de l’Opposition (CFO) : Dr. Gilchrist Sylvanus Olympio. In togotribune.com. 5 janvier 2022. Accédé le 6 janvier 2022. Voir <https://togotribune.com/news/togo-gilchrist-olympio-il-faut-bloquer-la-voie-aux-crises-politiques/>
- ⁷ Akpa, G. (2022b). Op. Cit.
- ⁸ Fajon, E. (1975). *L’union est un combat. Textes et documents de M. Thorez, W. Rochet et G. Marchais*. Livre numérique - Format PDF ; Etienne Fajon fut membre du Bureau politique et du Secrétariat du Comité central du Parti communiste français,
- ⁹ Reporters sans Frontières (2022). « Togo : le contrôle judiciaire imposé aux deux journalistes libérés est une aberration ». In RSP.org. 4 Janvier 2022. Accédé le 6 janvier 2022. <https://rsf.org/fr/actualites/togo-le-controle-judiciaire-impose-aux-deux-journalistes-liberes-est-une-aberration#:~:text=Lib%C3%A9r%C3%A9s%20sous%20conditions.%20Ferdinand%20Ayit%C3%A9%20et%20Jo%C3%ABl%20Egah%2C,d%C3%A9sormais%20soumis%20%C3%A0%20un%20contr%C3%B4le%20judiciaire%20tr%C3%A8s%20strict>
- ¹⁰ 24heures info (2018). « Bawara : « Je le répète, il n’y aura pas un nouveau 19 août au Togo ». In 24heuresinfo.com. 2 décembre 2018. Accédé le 6 janvier 2022. Voir <https://24heuresinfo.com/politique/bawara-je-le-repete-il-ny-aura-pas-un-nouveau-19-aout-au-togo/>